



LE 28 AVRIL 2011

P → **VIVRE ET TRAVAILLER AUTREMENT**
O → **RÉPARER ET PRÉVENIR LA PÉNIBILITÉ**
U → **UNE RETRAITE EN BONNE SANTÉ**
R

En 2010, lors de la réforme des retraites, le gouvernement n'a pas voulu prendre en compte la reconnaissance de la pénibilité du travail .

Cela revient à dire que les employeurs privés ou publics ont le droit d'exposer les salariés à un travail qui dégrade la santé:

C'est inacceptable !

Pour augmenter la rentabilité, les entreprises mettent la pression sur les salariés :

- ◆ les conditions de travail se dégradent ;
- ◆ les conséquences sur la santé des salariés prennent des dimensions incalculables : des hommes et des femmes sont usés par le travail, avec un vieillissement prématuré et une espérance de vie réduite ;
- ◆ le développement du cancer ;
- ◆ les maladies professionnelles ;
- ◆ les accidents du travail ;
- ◆ les troubles musculo-squelettiques génèrent chaque année des milliards de dépenses de santé ;
- ◆ le développement du stress avec un management inhumain occasionne une souffrance mentale et physique insupportable, allant jusqu'au suicide !

et

**Le syndicat CGT MICHELIN appel de 1heure à 8 heures de grève
le MERCREDI 27 AVRIL en équipe C
et le JEUDI 28 AVRIL en équipe A B et C et à participer au :
Rassemblement à 11H00 devant la Sécurité Sociale de Roanne**

Il est urgent, pour ces salariés qu'un dispositif de réparation leur permette de bénéficier d'un temps de retraite équivalent aux autres salariés et en bonne santé.

Il est urgent de reconnaître le travail et de développer la prévention.

La C.G.T. est déterminée à redonner au travail son caractère humain.

Reconnaître la pénibilité, pour une vie meilleure au travail et à la retraite est un enjeu que nous devons porter tous ensemble.

DÉCLARATION COMMUNE



28 avril

POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET LA RECONNAISSANCE DE LA PÉNIBILITÉ

Les aspirations à une juste réparation des conséquences de la pénibilité du travail sur l'espérance de vie font partie des raisons profondes des mobilisations des salariés tant dans le privé que dans le public. De façon plus large, toute souffrance au travail doit être combattue et le travail doit être réhabilité.

L'influence de la pénibilité du travail sur l'espérance de vie a été reconnue par la loi réformant les retraites de 2003 en prévoyant dans son article 12 une négociation au niveau interprofessionnel. Toutes les organisations syndicales ont porté un dispositif permettant à la fois de prévenir les mauvaises conditions de travail et de compenser les effets liés à l'exposition aux pénibilités entre autre, par un départ anticipé.

Les négociations engagées de 2005 à 2008 n'ont pas abouti. Pourtant les travaux menés tant par les experts, les chercheurs et les négociateurs ont apporté de nombreux éléments permettant de penser qu'il est possible de définir, de prévenir et de réparer les pénibilités subies.

La réforme des retraites du 9 novembre 2010 ne répond pas à l'un des objectifs fixé par les organisations syndicales : permettre à des salariés usés prématurément à cause de leurs mauvaises conditions de travail et ayant une espérance de vie réduite, de vivre une retraite en bonne santé d'une durée équivalente à d'autres salariés non exposés

Les projets de décrets sur la pénibilité viennent d'être rejetés par les organisations syndicales dans les différentes instances de concertation.

• Ce dispositif, basé sur une approche médicale, ne répond pas aux exigences des salariés ayant été exposés aux facteurs de pénibilité de partir plus tôt à la retraite.

• Ce dispositif n'est pas équitable et s'apparente à un véritable parcours du combattant pour faire reconnaître son IPP* au titre de la pénibilité.

• La durée minimale d'exposition de dix-sept ans est exorbitante et le cumul des expositions n'est pas pris en compte.

• L'absence de représentants des salariés au sein de la commission pluridisciplinaire laisse place à l'arbitraire.

Les négociations de branches ou d'entreprises qui vont s'ouvrir doivent prendre en compte les organisations du travail, les modes de management, la place des salariés dans les modes de production et les inégalités femmes/hommes. Elles doivent permettre d'allier prévention, aménagement des carrières professionnelles et réparation avec une juste compensation des conséquences de la pénibilité sur l'espérance de vie.

Dans la fonction publique, « le service actif » ne répond qu'imparfaitement et partiellement à la prise en compte de la pénibilité. Des discussions doivent s'engager.

Avec ces objectifs les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Unsa, Solidaires appellent les salariés du privé comme du public à faire du 28 avril, journée mondiale de l'OIT pour la sécurité et la santé au travail commémorant les victimes des accidents du travail et des maladies professionnelles, une grande journée de mobilisation pour la prévention et l'amélioration des conditions de travail, la reconnaissance et la réparation de la pénibilité.

* IPP – Incapacité permanente partielle